

Organisation Communiste Libertaire

PRÉSENTATION

LE CAPITALISME domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au cours du XX^e siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Tout au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possible, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

Communistes...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins » : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoirs sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux

situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes en 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et l'échange pour son propre compte.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

raient plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprié nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

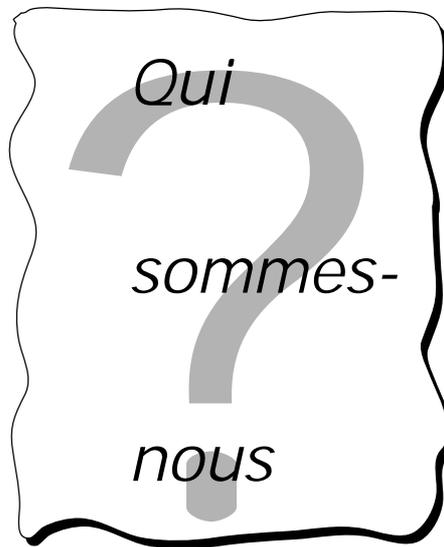
Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations. 



...et libertaires

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'au-

L'OCL, trente ans d'anarchisme révolution- naire

L'OCL existe sous ce nom depuis plus de vingt ans. Elle est issue de la transformation de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), qui change d'appellation à son congrès d'Orléans, en 1976. Elle estime alors que la diversité des pratiques et des projets regroupés sous le terme « anarchiste » est source de confusion, et donc un obstacle à son développement.

L'ORA pour sa part existait depuis 1967. C'est d'abord une tendance de la Fédération anarchiste (FA), qui s'autonomisera progressivement pour devenir une organisation spécifique en 1970. L'OCL telle qu'elle existe aujourd'hui est donc le produit de cette histoire, qui détermine son identité, ses pratiques et son projet politique.

L'originalité de l'OCL dans le courant libertaire ne peut être comprise qu'au regard des expériences militantes de ces trois décennies, qui fondent ses caractéristiques essentielles : une théorie et une pratique du communisme libertaire fondées sur la lutte des classes, le mouvementisme et la priorité aux groupes de base, l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme et l'impératif d'une rupture radicale avec l'exploitation, la domination et l'aliénation dans tous les domaines : politique, économie, rapports sociaux de sexe, environnement...

La naissance de l'ORA dans la FA provient d'une critique du dogmatisme et de l'immobilisme de cette vieille maison, dont la vocation est de regrouper tous les courants de l'anarchisme (organisation dite synthésiste).

Les divergences y sont si importantes que les efforts et l'énergie militante sont dépensés davantage pour se neutraliser mutuellement que pour lutter. La FA des années 60 est en effet empreinte d'un anarchisme idéologique figé, et d'un antimarxisme caricatural qui la conduisent par exemple à nier la lutte des classes comme facteur d'évolution historique. Dans le meilleur des cas, la pratique des groupes FA se limite à la seule propagande de l'idéal anarchiste du XIX^e siècle, dans une finalité pédagogique et éducationniste : « Apprenons l'Anarchie aux masses, elles finiront par voir combien nous avons raison, et par se rallier sous les plis du

drapeau noir. » Cela ne satisfait plus certains anarchistes révolutionnaires, qui souhaitent développer une intervention libertaire dans les multiples luttes sociales des années 60 puis 70 (décolonisation, vie quotidienne, luttes des femmes, écologie, logement, immigration...), et créent donc d'abord une tendance de la FA, puis quittent cette organisation.

En réaction au vaste fourre-tout qu'est la FA de cette époque, l'ORA va développer une stratégie d'organisation structurée, fondée sur la cohérence, le volontarisme et la discipline militante (position dite plate-formiste — en référence à la plate-forme organisationnelle des anarchistes russes en exil après la Révolution russe de 1917, rédigée par Archinov). Mai 68 et le succès des groupes gauchistes qui s'en suit finissent par faire de l'ORA une organisation peu différenciable de ses concurrentes trotskistes ou maoïstes, si ce n'est dans ses références idéologiques et ses buts proclamés. L'ouvriérisme outrancier, l'activisme organisationnel, la hiérarchisation des secteurs de lutte, la simplification théorique, les raccourcis doctrinaires sont autant de caractéristiques de l'ORA qui déclencheront une crise entre la pratique réelle des groupes et le discours de l'organisation. En 1976, l'ORA tient un congrès qui voit apparaître deux tendances antagonistes.

La première fonde sa pratique et sa stratégie sur le secteur de l'entreprise et l'intervention dans les syndicats. Elle formera à ce congrès une tendance pour une Union des travailleurs communistes libertaires

(UTCL), accordant la primauté à la lutte des classes sur le terrain économique, et au développement d'un appareil politique classique. Cette UTCL sera exclue au congrès d'Orléans pour s'être mise en dehors de l'organisation. Elle existe toujours sous l'appellation d'Alternative Libertaire¹ et travaille entre autres à sa reconnaissance institutionnelle par la gauche de la gauche, syndicale et politique.

La seconde tendance est aux antipodes de cette vision partidairiste et ouvriériste. Elle estime au contraire que l'effort militant doit investir tous les champs de lutte de la société, car la lutte des classes ne peut être réduite au seul secteur de l'économie. Elle fait le bilan des travers gauchistes de l'ORA, et considère que l'organisation telle que définie par la plate-forme d'Archinov (unité idéologique, unité tactique, programme anarchiste) est une structure illusoire. Car ce ne sont pas les organisations politiques ou syndicales qui transforment un sujet historique (le prolétariat) en sujet révolutionnaire, mais la combativité dans les luttes sociales qui permet à des gens en mouvement de passer d'une phase revendicative à une phase rupturiste selon un processus de conscientisation et d'autonomisation.

Malgré cette rupture avec le plate-formisme en 1976, l'OCL continuera de vivre pendant quelques années sur un mode centralisé, notamment avec une dichotomie Paris-province dans la réalisation du journal de l'organisation, et donc dans sa principale expression politique. Cela conduira à une crise majeure en 1978-1979, où l'OCL parisienne sera un temps séduite par les sirènes de l'autonomie telle qu'importée d'Italie et plaquée sur une réalité hexagonale fort différente. Cette phase « autonome » ne sera qu'une résurgence de l'ouvriérisme des années précédentes, avec la « découverte » d'un nouveau sujet révolutionnaire, le jeune prolétaire rebelle et urbain, et la mythification de l'émeute urbaine comme lieu



LE FASCISME

Le fascisme est une dictature qui s'appuie sur une doctrine de réconciliation des classes au service d'un Etat-nation articulant une organisation corporatiste et verticale des travailleurs à un Etat militarisé tout-puissant. Il professe un anticapitalisme qui est seulement de façade puisque, en réalité, il ne parvient au pouvoir qu'avec l'aide et l'aval du grand capital et d'une partie de la bourgeoisie, et souvent le plus légalement du monde, c'est-à-dire grâce aux élections.

Les causes historiques du fascisme ont été, dans les années 20 et 30, la crise du capitalisme (nouvelle révolution industrielle non maîtrisée) et l'absence de dynamique révolutionnaire (défaite du mouvement ouvrier en 1914 entraînant l'écrasement dans le sang de toutes les tentatives réellement socialistes).

La démocratie parlementaire n'est donc nullement un rempart contre le fascisme, ni contre une quelconque autre forme de totalitarisme susceptible d'apparaître. L'Histoire nous a appris que, lorsque l'alternative est entre révolution sociale et fascisme, la social-démocratie elle-même (et les stalinien !) n'hésite pas à combattre la révolution, au risque avéré de faire triompher le fascisme (Union sacrée en 1914, Allemagne en 1920, Espagne en 1937, pleins pouvoirs à Pétain en France, etc.).

Notre antifascisme, qui est un des éléments de notre engagement politique contre la société actuelle, ne saurait s'accommoder d'aucune alliance même ponctuelle avec ces forces, antifascistes seulement quand le capitalisme ne réclame pas de dictature ; nous sommes donc opposés aux stratégies frontistes (du genre front commun contre...) Le véritable antifascisme ne peut être qu'anticapitaliste, et c'est seulement sur cette base qu'une lutte efficace peut être menée.



central de l'affrontement de classe. Cette dérive conduira à une rupture Paris-province, et à la disparition du quinzomadaire de l'OCL, *Front libertaire*, tout en donnant à l'OCL nombre d'acquis sur la violence révolutionnaire et la lutte armée.

Après 1979, l'OCL n'aura plus d'existence que « provinciale », avec une dizaine de groupes qui travailleront à la mise en place d'un nouveau mensuel, *Courant alternatif* (CA), pris en charge collectivement et de façon rotative pour éviter la centralisation des lieux de décision et d'expression de l'organisation. CA est d'ailleurs édité par l'OCL, et non l'organe de l'OCL — différence subtile mais essentielle dans la conception de l'organisation politique : l'organisation n'a pas une expression unique, mais est traversée par des débats et des pratiques dont elle n'a pas l'exclusivité.

Cette décentralisation conduira l'OCL de la première moitié des années 80 à disparaître en tant qu'organisation classique (bien qu'elle en conserve le nom), pour n'être plus qu'une coordination de groupes militants intervenant dans des mouvements locaux et spécifiques, mettant en commun leurs analyses et leurs pratiques dans *Courant alternatif*, ou lors de rencontres annuelles. L'OCL est ainsi devenue une organisation anti-organisationnelle, paradoxale à l'origine de bien des incompréhensions, en ce que la primauté de l'effort militant va non pas à l'apparition de l'organisation et de son développement, mais à l'intervention dans les mouvements sociaux et au renforcement de ceux-ci afin d'aller vers plus d'autonomie pour les acteurs/actrices et plus de radicalité dans les objectifs.

Cependant, depuis 1986 et la parution de *L'État des lieux*², l'OCL a fait le bilan des limites de la simple juxtaposition des pratiques, et tente de favoriser le développement d'une organisation conçue comme un outil de partage d'expériences et de réflexions au service des luttes sociales. Ces dix dernières années, l'OCL a ainsi participé ou construit avec d'autres un certain nombre de campagnes hexagonales (contre le sommet franco-africain, contre le G7, Initiative pour une alternative au capitalisme),

et choisi de réapparaître lorsque ses positions n'étaient pas développées par une lutte, et qu'il y avait besoin d'une affirmation communiste libertaire spécifique. La diffusion de *Courant alternatif* en kiosque depuis 1990 a traduit cette nouvelle approche, tout comme la production d'un matériel organisationnel spécifique : brochures, autocollants, affiches, tracts hexagonaux...



1. Alternative libertaire - France n'a rien à voir avec le mensuel belge du même nom.
2. *L'État des lieux, et la politique bordel !* est un livre collectif qui a établi secteur par secteur les acquis et les positions de l'OCL en 1986 (mouvements de libération nationale, antinucléaire, syndicalisme, antimilitarisme, lutte des femmes...) Quelques exemplaires sont encore disponibles.



LA LUTTE DES CLASSES ET LE SYNDICALISME

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes » déclarait Marx. Avant lui la lutte des classes avait été reconnue par des révolutionnaires comme Proudhon ou Babeuf, mais aussi par des économistes bourgeois comme Guizot. L'originalité de Marx réside dans le fait d'affirmer que les classes sont liées à des phases précises du développement des forces productives et que la lutte des classes, dans les sociétés industrialisées, déboucherait automatiquement sur une phase transitoire (la dictature du prolétariat) vers une société sans classes. Si nous sommes d'accord avec le premier point, nous ne partageons pas, en revanche, la vision linéaire de l'Histoire contenue dans le second. Pour nous, le communisme n'est pas inéluctable et le développement du capitalisme, la constitution d'Etats-nations, de démocraties parlementaires ne sont pas des étapes obligées vers une société sans classes. Cette vision « progressiste » de l'Histoire a souvent amené les révolutionnaires à participer à l'accélération du développement capitaliste plutôt qu'à sa destruc-

tion : à leur corps défendant, ils ont achevé la révolution bourgeoise, c'est-à-dire éliminé le précapitalisme plus que le capitalisme lui-même. C'est dans ce cadre-là qu'il faut aussi comprendre l'histoire et le rôle du syndicalisme—comme à la fois représentatif d'une volonté émancipatrice des exploités, élément d'intégration et intermédiaire entre le capital et le travail. Le syndicalisme n'est donc à nos yeux qu'un moyen parmi d'autres, concourant ponctuellement à la lutte des classes, que se choisissent des travailleurs selon les moments et les circonstances. Il n'est jamais question pour nous de soutenir sans conditions tel ou tel syndicat, mais simplement d'être présents là où des travailleurs se battent, lorsque nous jugeons que s'offrent des possibilités de rupture et d'ouverture. Il n'est pas non plus question pour nous de lutter à l'intérieur des appareils bureaucratiques ni d'occuper des postes de direction et de permanents syndicaux. Si radical que puisse être à un moment le combat mené à l'aide de l'outil syndical, nous ne perdons pas de vue qu'il ne saurait être une fin en soi.

POUR CONTACTER L'O.C.L. :

✉ : OCL c/o CLÉ DES CHAMPS, BP 20912, 44009 Nantes cedex 1

Tél. / fax : 03 88 32 37 52

Web : <http://oclibertaire.free.fr>

E-mail : oclibertaire@hotmail.com

Minitel : 3614 chez*ocl

LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Etant internationalistes, nous sommes par là même anticolonialistes et anti-impérialistes. Or, les luttes de libération nationale ont souvent été une révolte contre la situation subie par des populations exploitées, dominées, colonisées. Comme toutes les autres luttes, elles ne sont pas sans contradictions et sont traversées par la lutte des classes: elles peuvent participer au combat pour la réappropriation d'un pouvoir collectif dans un espace concret et maîtrisé, mais elles peuvent également franchir un point limite au-delà duquel l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion ; elles peuvent porter en avant un projet social et égalitaire, mais elles sont aussi bien souvent le marchepied pour l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie locale jusque-là privée de ses prérogatives par le colonisateur. C'est pourquoi, lorsque nous soutenons ou participons à une lutte de libération nationale, nous mettons en avant le concept de libération nationale et sociale. Cela signifie :

- Défendre l'idée que la libération réelle passe par une réorganisation de la production en fonction des besoins exprimés par les classes exploitées, et non en fonction des « impératifs » du marché et du profit.
- Combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et favoriser les structures de contre-pouvoir et de base au détriment du pouvoir des partis.
- Lutter contre les revendications qui tendraient à renforcer le poids d'une future bourgeoisie ou des notables locaux.
- Favoriser dans le lien d'appartenance ce qui s'acquiert (langue, lutte...) au détriment de ce qui est donné (liens du sang, etc.)
- Refuser que la lutte armée, quand elle existe, acquière un rôle de direction.

L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE n'est pas un parti en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destinée à diriger les luttes. L'OCL est un des multiples lieux de ces mouvements sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste et patriarcal, qui nous sert à échanger, discuter, agir entre personnes plus ou moins sur la même longueur d'onde.

Un des principes fondamentaux de l'OCL est que l'organisation dans son fonctionnement doit être à l'image de son projet politique, en ce que les moyens déterminent la fin. L'OCL s'efforce donc d'être un lieu d'expérimentation et d'élaboration de rapports différenciés entre les individus et les groupes, par la mise en œuvre d'une gestion politique radicale et libertaire. Nous fonctionnons selon quelques principes tels que la démocratie directe et le refus de la délégation, l'assembléisme et le collectivisme, l'autogestion et la décentralisation. L'OCL repose sur une base militante et bénévole, sans permanent ou salarié d'aucune sorte (désolés pour les personnes à la recherche d'un emploi jeune ou d'un CES).

L'appartenance à l'OCL est soumise à l'acceptation du groupe le plus proche, selon une autonomie locale. Le paiement d'une cotisation proportionnelle aux revenus est nécessaire pour l'indépendance financière du groupe local, de la coordination régionale quand elle existe, et de la trésorerie hexagonale dont la gestion est confiée par mandat à une personne pour deux ans.

La liaison entre les groupes ou les individus isolés se fait par l'intermédiaire d'un Bulletin inter régional (BIR) réservé aux membres de l'OCL - ainsi qu'aux sympathisant-e-s pour une période maximale de six mois. Ce bulletin paraît deux fois par mois, et permet un égal accès de tous et toutes aux informations sur la vie de l'organisation. Il est alimenté par les groupes et les individus, sa réalisation technique et son animation sont confiées pour deux ans à un groupe. Pour les consultations ou les informations rapides, l'OCL dispose également d'un serveur minitel, et un site internet est en cours de réalisation.

Le fonctionnement par commissions journal (CJ) tournantes de Courant alternatif permet à l'OCL de se rencontrer chaque mois dans une ville différente. Pas de secrétariat, de conseil national, ou autre bureau politique déguisé, à l'OCL. Avant le travail sur le journal chaque CJ débute par un point concernant les prises de décision de l'organisation. Chaque groupe mandate une ou plusieurs personnes pour la CJ, et celles qui se trouvent dans l'impossibilité de se déplacer peuvent faire connaître leurs positions via le BIR, ou

directement auprès du groupe organisateur de la CJ. Ce fonctionnement permet une grande homogénéité dans les positions et les pratiques des groupes, car le débat régulier en assemblée tend à éviter les décalages et les inégalités entre des groupes ou des individus.

Lors d'actions spécifiques, l'OCL fonctionne par commissions thématiques pour prendre en charge une campagne, élaborer un document, préparer un dossier technique... Le mandat est là encore uniquement technique, et l'approbation politique du travail des commissions revient à l'ensemble de l'organisation. Les décisions peuvent être entérinées par un vote à la majorité des deux tiers si nécessaire, les groupes disposant de 3 voix et les isolé-e-s d'une seule. Concrètement, on vote très peu, et les décisions sont prises la plupart du temps par consentement mutuel après épuisement du débat.



En plus de ces moments de concertation régulière, l'OCL organise deux moments forts d'échanges, d'analyses et d'élaboration politique :

- Des Rencontres nationales, qui se tiennent au minimum tous les deux ans, et constituent trois jours de travail de tous les membres disponibles sur les positions et le fonctionnement de l'OCL (élaboration de textes, définition des axes stratégiques et tactiques, définition et attribution des mandats pour deux ans...).

- Le camping de l'OCL, qui existe maintenant depuis plus de vingt ans, et constitue un moment de vie collective durant deux semaines en été. S'y retrouvent des militant-e-s OCL et toutes les personnes intéressées pour faire le point sur les luttes de l'année écoulée et d'autres questions, mais aussi apprendre à se connaître dans des mo-

ments de convivialité et d'autogestion de la vie quotidienne.

Parallèlement à cette structuration hexagonale, les groupes éditent leur propre matériel (journaux locaux, tracts, affiches...), et définissent librement leurs axes d'intervention et leur positionnement en tant que groupe OCL local. Les rencontres régulières, la pratique du débat direct entre les groupes, et le petit nombre de militant-e-s font qu'il y a très rarement des positions contradictoires entre les actions locales, même lorsqu'elles ne sont pas concertées. Comme il n'y a pas d'enjeu de pouvoir entre tendances ou personnes pour gagner l'hégémonie dans un lieu central de l'organisation (il n'en n'existe pas !), les désaccords trouvent généralement une issue dans le débat, et ne se traduisent pas par les phénomènes de scission et d'exclusion qui sont le lot des organisations classiques. Ainsi, les départs de l'organisation s'expliquent davantage par l'usure militante que par les divergences politiques.

Cette démocratie directe assembléiste n'est pas sans écueil. Les échanges à l'OCL sont essentiellement fondés sur la parole et le débat. Cela évite le pouvoir des professionnels de la plume et de la motion de congrès, mais rend parfois difficile l'intégration au débat, car une culture orale de plusieurs années ne s'acquiert pas en deux ou trois réunions. Par ailleurs, ce fonctionnement est possible entre une vingtaine de villes, et une grosse soixantaine de militant-e-s. C'est une des entraves au développement de l'OCL qui ne cherche pas à recruter et à « faire des cartes ». L'intégration à l'organisation se fait par assimilation progressive sur la base de pratiques communes, et non sur l'adhésion à une charte ou à un manifeste ronflant. Ce fonctionnement entretient également une sorte de flou pour savoir qui est réellement à l'OCL et qui n'y est pas, vu que chacun-e peut participer à la vie de l'organisation sans pour autant y cotiser. Cela entraîne entre autre nombre de paranos de la part des organisations classiques qui, en l'absence d'un porte-parole officiel, crient à la manipulation et au noyautage dès que les positions de l'OCL trouvent un écho dans les mouvements de lutte.

Malgré ces limites, l'OCL est un outil organisationnel original, que nous nous donnons pour agir, prendre des initiatives collectivement et participer, dans la mesure de nos moyens, à la recomposition politique et sociale que la situation exige : remettre au goût du jour l'idée qu'il faut changer ce monde, pousser à l'émergence d'un pôle révolutionnaire qui ne se prenne pas les pieds dans les filets que la social-démocratie laisse traîner derrière elle. (mars 1999) ✪

Courant alternatif est le mensuel édité par l'OCL. De la contre-information, des débats, des prises de position...



un point de vue communiste libertaire sur l'actualité et les mouvements sociaux.

ABONNEZ-VOUS À COURANT ALTERNATIF !

- 1 an (10 mensuels et 2 hors-série) 31 €
- Tarif réduit (pour les fauché-e-s) .. 17 €
- 1 an (sans les hors-séries) 25 €
- Soutien à partir de 40 €
- Essai (3 numéros) 5 €

Gratuit : 1 numéro sur demande

Chèques à l'ordre de la « La Galère »
OCL/Egrefore, BP 1213, 51058 Reims cedex

NOM

Prénom

Adresse

.....

.....

Code Postal

Ville